

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 50
Excusés : 18
Absents : 12

REUNION DU 28 JUIN 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI DOUZE AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SIX AVRIL DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MENDES Odette, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Micaël, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, M. PRUNIER Gérard,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, M. HAN Bo, M. SAULIERE Gilles, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MORIN Sébastien, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CAHENZLI Denis, M. BAILLON Jean-François, M. TURBIAN Julien, M. GUYON Olivier, Mme MENDES Odette, M. DACHIVILLE Romain, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. VAZ Micaël, M. BLANCHET Stéphane, M. MANGIN Anthony, M. MOULINNEUF Serge,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. JAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme VALLETON Martine.

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme BELMOUDEN Fatima

DELIBERATION N°104 – PERSONNEL – COMPLEMENT AUX DELIBERATIONS N°100, 116 ET 168 CONCERNANT LE REGIME INDEMNITAIRE ET LE RIFSEEP (REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL) POUR LE PERSONNEL DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL – FILIERE ANIMATION

Le conseil du territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Olivier ATTIORI,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi Notre),

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°97-1223 du 27 décembre 1997 modifié par le décret n°2012-1457 du 24 décembre 2012, portant création d'une indemnité d'exercice de mission des préfetures,

Vu le décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité des emplois administratifs de direction des collectivités locales et des établissements publics,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le décret n°2003-799 du 25 août 2003 modifié par le décret n°2014-1404 du 26 novembre 2014 relatif à l'indemnité spécifique de service,

Vu le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et rendement,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale,

093-200068097-20210628-104-28-06-2021-DE
Date de transmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu l'arrêté du 19 mars 2015 fixant le régime indemnitaire de la filière animation,
Vu la circulaire NOR-RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu les délibérations n°100 du 3 juillet 2017, n°116 du 12 novembre 2018 et n°168 du 7 décembre 2020 mettant en place le régime indemnitaire et le RIFSEEP au sein de l'établissement Paris Terres d'Envol
Vu l'avis du comité technique en date du 15 juin 2021
Vu le tableau des effectifs,
Vu le budget général,

Considérant l'intérêt d'unifier les différents régimes indemnitaires en mettant en place le régime indemnitaire et le RIFSEEP pour l'ensemble des agents de l'EPT au 1^{er} juillet 2017,
Considérant le besoin de faire évoluer les délibérations n° 100, 116 et 168,

Après en avoir délibéré,

- **Décide** de l'évolution du régime indemnitaire et du RIFSEEP pour l'ensemble des agents de l'EPT afin d'y intégrer les agents des cadres d'emploi des animateurs,
Bénéficiaires : agents à temps complet (temps plein ou partiel) et temps non complet
 - Titulaires
 - Stagiaires
 - Contractuels de droit public et de droit privé

Cadres d'emploi concernés :

- Administrateurs
- Attachés
- Rédacteurs
- Adjoint administratifs
- Agents sociaux
- Ingénieurs en chef
- Ingénieurs
- Techniciens
- Agents de maîtrise
- Adjoint techniques
- Animateurs

MISE EN PLACE DE L'IFSE POUR LA FILIERE ANIMATION POUR LES CADRES D'EMPLOI DES ANIMATEURS TERRITORIAUX

Périodicité de versement : l'IFSE est versé mensuellement

Réexamen de l'IFSE :

Le montant fera l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle et :

- En cas de changement de fonction ou d'emploi
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emploi à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- Au moins tous les 4 ans, en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Montant de l'IFSE : il est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent

Les montants maximum annuels de référence sont indexés sur ceux applicables à la fonction publique d'Etat.

Le présent régime indemnitaire est exclusif de toute autre indemnité liée aux grades, métiers, fonctions, responsabilités ou à la manière de servir.

Il se substitue notamment à :

- L'IFTS (indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires)
- L'IENTP (indemnité d'exercice de missions des préfectures)
- L'IAT (indemnité d'administration et de technicité)
- La prime de rendement
- L'indemnité de fonctions et de résultats
- La PSR (prime de service et rendement)
- L'ISS (indemnité spécifique de service)

...

Il est cumulable avec :

- les indemnités pour travaux supplémentaires
- les astreintes
- la NBI
- la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat)
- les avantages collectivement acquis (art 111 conservé en cas de transfert)

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210628-104-28-06-2021-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

L'IFSE repose :

- D'une part sur la détermination de **critères professionnels** liés aux fonctions
- D'autre part sur la prise en compte de **l'expérience professionnelle** acquise par l'agent

1/ CRITERES PROFESSIONNELS (article 2 décret 2014-513)

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions à l'aide de 3 critères :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception (prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projets)
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions (valorisation de l'acquisition et de la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent).
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel (contraintes particulières liées au poste : exposition physique, responsabilité prononcée, lieu d'affectation ou aire géographique d'exercice des fonctions).

2/ PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Connaissance acquise par la pratique (élargissement des compétences, approfondissement des savoirs, consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste)
- Doit être distinguée de l'ancienneté et de la valorisation de l'engagement et de la manière de servir
- Il s'agit d'un critère individuel, qui ne doit pas servir à placer l'agent dans un groupe supérieur de fonctions

Il est proposé de retenir les éléments suivants par cadre d'emploi :

FILIERE ADMINISTRATIVE

- Administrateurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction de l'EPT	49 980€
Groupe 2	Direction adjointe de l'EPT	46 920€
Groupe 3	Responsable d'une direction	42 330€

- Attachés

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction d'une structure	36 210€
Groupe 2	Direction adjointe	32 130€
Groupe 3	Responsable de service	25 500€
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	20 400€

- Rédacteurs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	17 480€
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou pilotage, gestion d'un ou plusieurs services, chargé de mission	16 015€
Groupe 3	Assistant de direction, poste d'instruction avec expertise, gestionnaire de dossiers particuliers	14 650€

Adjoint administratifs

GROUPES	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	11 340€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800€

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210628-104-28-06-2021-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021

FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE

Agents sociaux

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, RH, assistant de direction, sujétions, qualifications	11 340€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800€

FILIERE TECHNIQUE

Ingénieurs en chef

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Direction de l'EPT, direction adjointe de l'EPT, Responsable d'une direction	57 120€

Ingénieurs

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Responsable d'une structure, direction adjointe, responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	36 210€

Techniciens

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Responsable d'une structure, direction adjointe, responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	17 480€

FILIERE ANIMATION

Animateurs

GROUPE	EMPLOI	Plafond annuel de l'IFSE
Groupe 1	Responsable d'une structure, direction adjointe, responsable de service, chargé de mission, expertise, fonction de coordination	17 480€

La garantie accordée aux agents :

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent ».

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210628-104-28-06-2021-DE
Date de télétransmission : 09/07/2021
Date de réception préfecture : 09/07/2021